

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/52
11 septembre 2003

(03-4796)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: français

MADAGASCAR

Déclaration de S.E. M. Mejamirado Razafimihary
Ministre de l'industrialisation, du commerce et
du développement du secteur privé

C'est pour moi un privilège et un insigne honneur d'avoir l'opportunité, au nom de Madagascar, de m'adresser à cette auguste assemblée de la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce.

J'aimerais tout d'abord me joindre aux orateurs précédents pour vous féliciter, M. le Président, de votre élection. Votre sagesse et votre expérience constituent un gage de réussite pour cette Conférence ministérielle.

Ma délégation va s'investir pleinement dans les travaux organisés pour qu'à l'issue de cette Conférence, chaque participant reparte avec le sentiment d'avoir pu apporter sa contribution à l'édifice, dans une volonté de coopération au mieux des intérêts de tous.

Je souhaiterais également féliciter et remercier S.E. M. le Président du Mexique, ainsi que le gouvernement et le peuple mexicains de l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé à ma délégation, et de la qualité de l'organisation dans la ville de Cancún, réputée pour sa beauté et son hospitalité.

Enfin, nous nous réjouissons d'avance de l'admission du Cambodge et du Népal, deux pays du groupe des pays les moins avancés, en tant que Membres de l'OMC et nous saluons leur participation à cette cinquième Conférence ministérielle.

Contrairement aux précédents cycles de négociations, celui de Doha s'est fixé comme ambition d'être un cycle de développement. Un des objectifs majeurs affichés est de permettre aux pays en développement et aux pays les moins avancés en particulier de bénéficier concrètement des aspects positifs du commerce international, qui génère aujourd'hui tant de débats et de critiques.

Nous reconnaissons les efforts menés par les États membres pour concrétiser un certain nombre d'objectifs, en particulier la décision relative à l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, signe de l'humanisme de tous les Membres.

Toutefois, la présente Conférence ministérielle, qui est une évaluation à mi-parcours, ne peut être dissociée des événements qui ont marqué notre monde au cours de ces deux dernières années, c'est-à-dire le constat que:

- la pauvreté chronique, quelle qu'en soit la raison, est en totale corrélation avec la présence de foyers de tension qui débouchent invariablement sur la violence;
- la résolution des conflits ne peut se faire que dans le cadre de la globalisation et de l'équité.

Ce cycle constitue une opportunité historique, donc à saisir par nous tous, pour agir de façon significative et concertée en faveur de la réduction de la pauvreté dans un cadre globalisé et réfléchi. En effet, la reconnaissance par tous des droits des pays pauvres à participer au commerce international sont les garants d'une plus grande et meilleure intégration et ce, de manière durable. Par ailleurs, la participation de chacun des membres au cours des prochaines semaines à la hauteur de ses moyens contribuera de manière décisive à la réduction de la pauvreté.

J'espère que cette Conférence de Cancún débouchera sur un large consensus sur les négociations en cours et à venir. Cela ne pourra que nous encourager dans nos entreprises futures.

Cependant, une meilleure intégration dans le commerce multilatéral implique plus de production et donc plus d'investissements productifs. D'où la nécessité de favoriser davantage les flux d'investissements directs dans nos économies.

Et dans cet esprit, le gouvernement malgache vient de prendre des mesures audacieuses, pour deux ans, aux fins d'encourager et de faciliter les investissements tant nationaux qu'internationaux:

- l'entrée en franchise de tous droits et taxes de tous les biens d'équipement nécessaires à l'investissement, y compris la taxe sur la valeur ajoutée;
- la possibilité d'accès pour les investisseurs étrangers à la propriété foncière.

Nous vous invitons donc à nous appuyer et à nous répondre dans cet appel.

L'assistance technique est aussi un domaine important pour l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral.

La plupart des pays en développement et des pays les moins avancés connaissent différentes contraintes en matière d'offre pour améliorer leur participation au commerce international; l'assistance technique devrait résoudre ces contraintes, afin que les PVD et les PMA cessent d'être marginalisés au niveau des échanges internationaux.

Le processus du Cadre intégré visant à fournir des aides et assistances techniques aux PMA afin de contribuer à la lutte contre la pauvreté devrait faire l'objet d'un engagement concret de la part des pays donateurs et des organisations internationales, y compris un renforcement des moyens financiers alloués au processus. Ceci afin d'éviter, une fois de plus, que le développement tant recherché demeure lointain et virtuel.

Concernant l'accès aux marchés, pour les produits agricoles, le soutien interne, ainsi que les subventions à l'exportation, ayant des effets de distorsion dans les échanges devraient être réduits d'une manière conséquente en attendant leur retrait définitif.

Pour les produits non agricoles, les PMA devraient bénéficier d'un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent. Ces mesures ne devraient pas être réduites à néant par des dispositions non tarifaires.

En conclusion, nous devons souscrire solidairement aux obligations de l'OMC visant à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, c'est-à-dire orienter les négociations dans un but de développement. Toute démarche dans ce sens ne peut se faire que dans la cohérence des stratégies de lutte contre la pauvreté que la majorité des pays mène en collaboration avec les partenaires financiers et techniques. La solidarité permettant de créer un partenariat équilibré devrait se traduire par des engagements en fonction des capacités respectives de chaque pays participant pour redonner confiance et espoir aux PVD et aux PMA, et qu'un réel équilibre soit ressenti par l'ensemble de nos populations.
